

PARIS
1 franc 50 cent.
PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

Les lettres non franchies sont
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — La candidature de M. Emile de Girardin. — Détails sur ce qui s'est passé hier soir et aujourd'hui. — Protestation d'un représentant du peuple contre l'arrestation des citoyens Barbès, Albert et Courtais. — Curieuse découverte sur le complot du 15 mai. — Réponse du colonel Rey au citoyen Barbès. — Nouvelles arrestations. — Manifestation des femmes en faveur de M. Crémieux. — Visite domiciliaire dans un château. — Affaire de Limoges. — Curieuses nouvelles d'Espagne. — Ordre du jour à la garde nationale. — Nouvelles satisfaisantes de Tulle. — Séquestration de trois magistrats. — Nouvelles intéressantes d'Autriche. — Vicence incendiée par les Autrichiens. — Décret sur les ateliers nationaux. — Lettre du citoyen Caussidière. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

Paris, 30 Mai.

La Candidature de M. Emile de Girardin.

Plusieurs journaux s'occupent de la candidature de M. de Girardin aux élections qui vont avoir lieu. Quelques-uns l'appuient, et nous avouons que nous-mêmes, il y a un mois, nous l'aurions appuyée; aujourd'hui nous croyons devoir la combattre.

L'attitude de M. de Girardin, au lendemain de la révolution de Février, a été convenable et digne. Il a franchement accepté la République, et s'est jeté résolument dans la discussion des immenses et difficiles questions que cette révolution avait soulevées. Voyant ses conseils dédaignés, ses intentions incriminées, ses talents méconnus, il est tout simple qu'il ait changé d'allure, et que, de bienveillant, il soit devenu hostile; mais cette hostilité était contenue dans les limites tracées par l'intérêt public. Nous pensions alors que sa présence dans l'Assemblée nationale serait utile, et sa candidature eût eu notre appui.

Les choses ont changé. M. de Girardin nous paraît être entré dans une voie toute nouvelle; ce n'est plus une critique sérieuse à laquelle il se livre, comme aux mois de mars et d'avril; il fait une polémique de dénigrement; il y a dans son opposition un parti pris. Ou il désespère de la République, et il reporte sa pensée vers d'autres combinaisons; ou, ce qui nous paraît plus probable, l'irritation a pris chez lui la place de la discussion sérieuse; et sa personnalité, dont il s'exagère l'importance, domine dans son esprit la question publique, au point d'altérer sa lucidité habituelle. Nous n'en voulons qu'une preuve.

Un journal mettait, il y a deux jours, en regard le culte qu'autrefois la *Presse* avait voué à la personne, au génie de M. Lamartine, et l'implacable hostilité dont maintenant elle le poursuit. Que répond M. de Girardin, il exhume de son portefeuille une lettre familière et confidentielle qui lui a été adressée par M. Lamartine dans les premiers jours de mars, et soulignant les termes de politesse familière et bienveillante de son illustre correspondant, il s'en targue comme d'une preuve irréfutable de l'amitié de l'homme d'Etat, comme si, à notre époque, ces mots *mon cher ami*, écrits au début d'une lettre, tiraient à conséquence, comme si la dame dont on ramasse l'ombrelle, et qui vous remercie par un *je vous suis infiniment obligée*, vous donnait par là le droit de tirer à vue sur elle une traite d'éternelle reconnaissance.

Et M. de Girardin ne s'est pas souvenu ce jour-là de ce qu'il avait ressenti le jour où M. Guizot avait répondu à ses accusations passionnées par une révélation épistolaire! et ce qu'il reprochait au ministère de M. Guizot, il a cru pouvoir se le permettre vis-à-vis d'un membre du Gouvernement provisoire! Evidemment, il y a là de la démenche. Nous en prenons pour juge M. de Girardin lui-même, quand il sera revenu à ses moments lucides.

Quoi qu'il en soit, la position qu'a récemment prise M. de Girardin, en fait un adversaire décidé, implacable du Gouvernement actuel; son élection par la ville de Paris serait une condamnation éclatante de ce Gouvernement, une réprobation formelle de sa politique et de ses actes.

Or, bien qu'il y ait des fautes à reprendre dans ces actes et dans cette politique, nous ne croyons pas que les citoyens de Paris consentent à rendre le verdict rigoureux qu'on leur demande. Ils feront la part des difficultés inhérentes à la situation, et ils ne voudront pas accroître ces difficultés déjà si graves en formulant, par l'élection de M. Girardin, un arrêt de réprobation contre la

Commission exécutive, contre l'Assemblée nationale, contre la révolution de février elle-même, que le rédacteur de la *Presse* traduit chaque jour à sa barre, et qu'il juge trop souvent moins avec sa raison qu'avec ses ressentiments.

BENJAMIN LAROCHE.

La journée d'hier.

Le Gouvernement porte en ce moment la peine des promesses imprudentes faites au nom de la République, au lendemain de la révolution de Février. La République, dit alors M. Louis Blanc, assure du travail à tous. Cette déclaration a eu un retentissement immense; la classe ouvrière en a pris acte, et aujourd'hui elle demande au Gouvernement l'exécution de sa promesse.

Le Gouvernement, selon nous, a eu un tort grave, c'est de ne pas rétracter, au plus vite, une promesse faite dans l'ivresse de la victoire, alors que les paroles ne sont pas pesées dans la balance du bon sens, que l'hyperbole des proclamations tient lieu d'argument et de logique, que l'exagération révolutionnaire remplace le langage de l'homme d'Etat, et que la passion fait taire la raison gouvernementale.

Pour échapper à une position fautive, pour accomplir, tant bien que mal, une promesse inexécutable, voyez à quels pitoyables expédients le gouvernement de la République a dû recourir. Il avait promis du travail à tous, il en donne à tous, mais dans quelle proportion, et quel travail? Écoutez le langage du rapporteur du comité des travailleurs dans la séance d'hier. Ce langage est instructif; il est pleinement confirmé par celui du ministre des travaux publics. Ils s'accordent à dire que le travail des ateliers nationaux est un travail dérisoire; que les ouvriers n'y puisent que le goût de la dissipation et de la paresse; que cette agglomération de cent mille travailleurs, qui ne travaillent pas, aux portes de la capitale, est un danger toujours menaçant pour la paix publique, pour la sécurité du Gouvernement.

Aujourd'hui on reconnaît le mal, on le proclame, et on veut à tout prix le faire disparaître. Mais les dangers ne s'écartent pas aussi facilement qu'on les crée. Toute cause porte avec elle ses effets; tout acte illogique, ses conséquences. On est condamné, bon gré mal gré, à recueillir ce qu'on a semé. Vous avez semé le mensonge, vous recueillerez l'exaspération de ces mêmes classes que vous avez trompées; et cette exaspération constitue un péril des plus sérieux, des plus formidables.

Hier, toute la population armée de la capitale était sur pied; la ville était devenue un camp, chaque place publique une place d'armes, chaque rue un bivouac. Un étranger, ignorant l'histoire des trois derniers mois et arrivant inopinément au milieu de cette prise d'armes universelle, eût pu croire que Paris était assiégé, que l'ennemi était à ses portes.

La situation était bien assez difficile, sans qu'on vint l'aggraver encore et la compliquer d'un incident inutile. L'arrestation de M. Thomas est-elle une arrestation proprement dite ou n'est-elle qu'une mission moitié volontaire, moitié forcée? En vérité, c'est ce que nous ne saurions prononcer.

Les ministres de l'ancienne monarchie ne procédaient pas autrement que n'ont procédé les ministres de la République.

On a lancé contre M. Emile Thomas une véritable lettre de cachet; il importe qu'un tel précédent ne demeure pas sans protestation; que l'habitude de confisquer la liberté des citoyens, sous prétexte de salut public, ne s'établisse pas. La liberté individuelle est la première de toutes, et nous demandons formellement qu'elle soit dans l'avenir mieux garantie qu'elle ne l'a été dans le passé.

Nous demandons qu'on inscrive dans la Constitution qui se prépare, des garanties réelles pour la liberté individuelle. L'exemple de M. Emile Thomas nous prouve qu'aujourd'hui même elles ne seraient pas superflues.

On a cru en France, depuis 1789, avoir suffisamment fait pour la liberté individuelle, en stipulant la comparution de l'individu arrêté devant un juge d'instruction, dans les vingt-quatre heures; mais on oublie que cette comparution a lieu à huis clos, entre les

quatre murs d'une prison; et que ce n'est là qu'une sécurité illusoire. Ce qu'il faut, c'est l'*habeas corpus* des Anglais; c'est la comparution dans les vingt-quatre heures, devant un magistrat siégeant en audience publique, sous peine de forfaiture et de poursuite en dommages-intérêts; avec cette garantie, la liberté individuelle en France sera sauve; jusque-là ce ne sera qu'un vain mot.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

Gardes nationales du département de la Seine.

Ordre du jour.

Le général commandant supérieur des gardes nationales du département de la Seine ayant reconnu qu'il était indispensable, afin de régulariser et de faciliter les prises d'armes ordinaires ou extraordinaires, d'adopter dans toutes les légions un mode uniforme de réunion pour les différents services, prescrit les mesures suivantes:

1° Le service ordinaire se composera de la garde des postes généraux, des postes d'arrondissement et des piquets commandés à l'avance par billets;

2° Le service extraordinaire instantané consistera dans la réunion, sous les armes, par demi-bataillon, bataillon ou légion.

Mode de réunion (service ordinaire). — Le rappel ne sera battu dans aucune légion pour le service ordinaire.

Service extraordinaire. — Réunion d'un demi-bataillon. — Lorsqu'il y aura lieu de réunir instantanément un demi-bataillon, il sera fait un roulement de tambour dans la circonscription de ce demi-bataillon.

Réunion d'un bataillon. — Pour la réunion d'un bataillon entier, on battra le rappel dans la circonscription du bataillon.

Réunion d'une légion. — Si la légion entière doit se réunir, on battra le rappel immédiatement dans tous les bataillons.

Chacune des batteries indiquées ci-dessus sera toujours suivie d'un nombre de coups de baguettes égal au numéro du bataillon qu'elle concernera.

Les tours de service ordinaire et extraordinaire seront réglés à l'avance, dans les légions, par les soins du colonel.

Prise d'armes générale de la garde nationale. — Si des circonstances graves exigent le concours de la garde nationale entière, la générale sera battue dans tous les arrondissements.

Le présent ordre devra recevoir la plus grande publicité, afin que la population, bien éclairée désormais sur les différents modes de convocation de la garde nationale, ne soit plus inquiète au premier appel du tambour, et que néanmoins les services ordinaires et d'urgence puissent être accomplis promptement et efficacement.

Le général commandant supérieur des gardes nationales, CLÉMENT THOMAS.

Approuvé par la commission exécutive du Gouvernement.

La *Réforme* publie la lettre suivante:

Citoyen Barbès.

J'ai lu ta lettre dans le journal la *Réforme* du 29 mai; tu as dit la vérité; merci, honnête homme! Je m'étais promis de n'écrire, de ne répondre à personne, pas même à un article reproduit par le *Journal des Débats* du 19 mai, que je conserve comme un document précieux, mensonger, infâme; mais je ne pouvais pas laisser ta lettre sans réponse.

Sois heureux!

Salut et fraternité, Le colonel Rey.

Instruction relative au complot du 15 mai.

L'instruction relative à l'attentat du 15 mai se poursuit avec beaucoup d'activité. Aujourd'hui M. Louis Blanc a été interrogé comme témoin. Blanqui a également subi un interrogatoire; il paraît qu'il était dans un état profond d'accablement.

Gazette des tribunaux.

L'attaque des Autrichiens contre Vicence a porté sur trois points principaux, San-Lucia, la porte de Padoue et la porte San-Bartolo. Le feu a duré quatre heures. Les Autrichiens ont mis le feu à treize maisons et à une rue entière. (*Gazette de Milan.*)

Le docteur Férus, médecin en chef des hôpitaux d'aliénés, a visité aujourd'hui les détenus de Vincennes.

La guerre continue en Italie avec des chances diverses; l'opiniâtreté de la défense est proportionnée à la vivacité de l'attaque. Nous avons le ferme espoir de voir enfin l'Italie secouer le joug étranger qui pèse sur elle depuis trop longtemps; nous espérons que ces nobles et vaillants défenseurs sauront réparer un échec par une victoire: Une dépêche que le Gouvernement a reçue donne la nouvelle qu'un corps d'armée autrichien, commandé par le général Nugent, a battu le 25, devant Vicence, les divisions italiennes sous les ordres des généraux Durando et Antonini, et que, par suite de cette victoire, il a fait sa jonction avec le maréchal Radetzky. La même dépêche ajoute que le général Antonini a eu le bras droit emporté par un boulet, et que le lendemain de sa victoire, le général Nugent est entré à Vérone à la tête de 18,000 hommes.

M. Bacle, commandant de la garde nationale mobile à cheval, a été arrêté: l'opportunité de la formation de ce nouveau corps avait été soumise à des discussions sérieuses dans les comités de l'Assemblée nationale. Des interpellations, avaient même été adressées au ministre de l'intérieur au sujet de la nomination des officiers qui n'avait pas été faite d'une manière légale, et aurait été même ignorée du ministre. — Est-ce, peut-être, à cette irrégularité que doit être attribuée l'arrestation de M. Bacle qui avait été chargé, dit-on, de la formation de la garde mobile à cheval?

Protestation d'un représentant à l'Assemblée nationale.

On lit la lettre suivante dans le *Populaire*:

Citoyen rédacteur,

Je vous prie de porter à la connaissance du public que le 15, dans la séance du soir de l'Assemblée nationale, j'ai protesté par mon vote, et de toute l'énergie dont je suis capable, contre le décret qui mettait en arrestation trois de mes collègues, les citoyens Barbès, Albert et Courtais; j'ai protesté et je proteste encore, malgré les menaces de la garde nationale.

Recevez mes salutations fraternelles.

GREPPO,

Représentant du Rhône.

Messieurs Marrast, Sénart et Dornès, se portent comme candidats à la présidence de l'Assemblée nationale pour le mois prochain.

La *Presse* demande aujourd'hui compte de l'emploi des souscriptions en faveur des blessés de Février. Elle demande la publication de la liste générale et complète de ces versements, ainsi que la publication de la liste des sommes remises aux blessés.

Curieux détails sur le complot du 15 mai.

La journée du 15 mai est si volumineuse de détails infinis, ce drame a tant d'acteurs en jeu, tant de scènes étranges, que le procureur de la République et les juges d'instruction sont sur les dents. On ne compte pas moins de 200 prévenus contre lesquels s'élèveraient des charges plus ou moins fondées. Beaucoup sont encore hors des atteintes de la justice.

Il paraîtrait que la veille de l'attentat, les douze sections secrètes, sous la dénomination de Voraces, Vautours, Flambarbs, Rutilants, Montagnards écarlates, Francs-Juges, Sapeurs de la mort, Moutons-sans-laine, Batteurs d'or, Dromadaires, Sans-Miséricorde et Vengeurs, se seraient réunies dans un banquet chez le marchand de vin de la barrière de l'Etoile, et que là, la démonstration du 15 aurait été définitivement arrêtée.

« La Commune de Paris l'avait déjà décidée en comité secret, mais un certain ministre de bronze, commandant les Vengeurs, aurait voulu, ainsi que Romulus, chef de la section des Moutons-sans-laine, que la démonstration fût remise. Mais Tête-de-Requin et Brise-Cottes, chefs des Voraces et des Vautours, s'y opposèrent de toutes leurs forces, et finirent par entraîner les dix autres chefs.

« La place de la Bastille fut prise pour rendez-vous et la Pologne pour prétexte.

« Le repas, qui était des plus démocratiques, se composait seulement de trois plats: de veau rôti, de salade et d'omelettes au fromage et au lard. Les vins fins étaient prohibés; la bouteille ne devait pas s'élever au-dessus de quinze sous.

« Le repas, commencé le dimanche à sept heures du soir, se serait prolongé fort avant dans la nuit. Des discours y auraient été prononcés par Pompe-à-Feu, chef des Sans-Miséricorde, et Barbe-de-Capucin, qui commande les Sapeurs de la mort.

« Barbe-de-Capucin est, dit-on, un ancien avocat rayé du tableau, qui ne manque pas d'une certaine facilité d'élocution, et les discours prononcés par les orateurs dans ce banquet du 14 n'auraient été qu'un *fac-simile* des circulaires et des plans déjà connus.

« Plusieurs toasts extravagants auraient été portés. Voici, suivant les on dit, quelles auraient été ces santés, et par qui elles auraient été portées.

« Pousse-Moulin: A l'éloignement immédiat des troupes de Paris.

« Brise-Cottes. A l'impôt d'un milliard sur les riches.

« Tête-de-Requin. A la dissolution et au désarmement des troupes de Rouen.

« Casque-de-Fer. A la mise en accusation des juges qui ont rempli les cachots infects des Brutus de la République.

« Chaudron-de-Fer. A la destruction de tous les musées et objets d'art, comme donnant au peuple des idées trop aristocratiques.

« Cuir-Battu. Au départ immédiat de quinze cent mille hommes pour la Pologne et l'Italie.

Barbe-de-Capucin. A l'émancipation des femmes, ces brillantes et frêles images de l'humanité souffrante.

« Romulus. A un ministère du travail organisé de manière à ce que les bourgeois sans cœur ne s'engraissent pas de la sueur des prolétaires.

« Socrate. A l'émancipation de la race nègre. Leur physique est repoussant et noir, aurait dit l'orateur, mais leur âme est plus pure que celle d'une foule d'inquisiteurs, tels que Franck-Carré et autres individus judiciaires.

« Léopard. Au nivellement des fortunes et à la loi agraire renouvelée tous les cinq ans.

« Pompe-à-Feu. Au renouvellement complet et immédiat des membres de l'Assemblée nationale; n'admettre dans son sein que ceux dont l'impôt n'aurait pas dépassé 50 fr. par année.

« Ministre-de-Bronze. A la mise en jugement de tous les rentiers, quels que fussent leur âge et leur sexe, étant considérés comme accapareurs par les douze sections.

« Le procureur de la République et les juges d'instruction continuent leur tâche avec un zèle, une activité qui ne se démentent pas.

(*La Presse.*)

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

PRUSSE. BERLIN, 25 mai. — L'assemblée nationale prussienne se compose des éléments suivants: Employés royaux et des villes, 129; paysans, 45; clergé, 41; négociants et fabricants, 51; savants et professeurs, 27; propriétaires, dont 5 de l'ordre équestre, 26; artisans, 17; commissaires de justice, 17; géomètre, 1; journalier, 1; médecins, 10; officiers, 4; ministres, 4; prince de la maison royale, 1; économes, 5; baillis, 2; détaillants, 2; commis, 1; sénateur, 1; sans désignation particulière de la province rhénane, 8. C'est la Silésie qui a nommé le plus grand nombre de paysans (29).

(*Gazette de Spener.*)

ALLEMAGNE. FRANCFORT, 24 mai. — Aujourd'hui l'Assemblée nationale a décidé: 1° qu'elle nommerait une commission de trente membres qui s'occuperaient de la préparation d'un projet de constitution; 2° une commission de trente membres pour s'occuper de la question des travailleurs, du commerce, de l'industrie et des douanes; 3° une commission de pétitions. (*Gazette des Postes de Francfort.*)

Du 25 mai. — Dans la séance de l'Assemblée nationale de ce jour, M. de Stedtmann, de Coblenz, a présenté, comme affaire urgente, les rapports du duché de Limbourg avec l'Allemagne. Comme il s'agit de l'admission du député de Limbourg, la motion a été renvoyée à la commission centrale de la vérification des pouvoirs.

Le président a donné lecture de pleins pouvoirs donnés par le palatin de Hongrie, l'archiduc Etienne, et le ministère d'Etat hongrois, à deux députés hongrois qui sont arrivés pour régler et fortifier les rapports amicaux entre l'Allemagne et la Hongrie sous le rapport politique et commercial. (*Gazette des Postes de Francfort.*)

FRANCFORT, 25 mai. — Les députés autrichiens à l'Assemblée nationale ont adressé à S. M. l'empereur la pétition que voici:

« Votre Majesté a jugé à propos de quitter sa capitale. Persuadés que les sentiments éprouvés par chaque Autrichien domicilié à Vienne ne doivent inspirer aucune inquiétude à Votre Ma-

jesté pour sa personne sacrée, et intimement convaincus que l'éloignement de Votre Majesté de la résidence, centre de toute monarchie constitutionnelle, ne pourrait qu'avoir des suites désastreuses pour l'Autriche et pour toute l'Allemagne, les Autrichiens soussignés, députés à l'Assemblée nationale, croient de leur devoir de prier très-respectueusement Votre Majesté de retourner à Vienne pour tranquilliser vos fidèles sujets.

« Francfort, le 24 mai 1848. » (*Suivent les signatures.*)
Les mêmes députés ont encore envoyé l'adresse suivante aux habitants de Vienne:

« Citoyens de Vienne, nous, députés de l'Autriche à l'Assemblée nationale, nous avons adressé une pétition à Sa Majesté notre empereur constitutionnel, pour l'engager à retourner dans sa résidence. Nous sommes persuadés que Sa Majesté sera complètement en sûreté au milieu de vous. »

ESPAGNE. MADRID, 24 mai. — *Bourse de Madrid du 24.* 5 p. 100, 21 5/4 à 5/8 au comptant (après la bourse, 21 5/8 à 1/2 argent; 5 p. 100, 15 5/4 papier (après la bourse, 15 5/8 argent); dette sans intérêt, 5 5/8 papier (après la bourse, 5 5/8 argent); banque de Saint-Ferdinand, 80 argent. — *Changes.* Paris, 4 50 papier; Londres, 41 50 papier.

— Il y a deux jours, un monsieur bien mis descendit d'une voiture près de la caserne des gardes du corps, et demanda deux ouvriers maçons qui y logeaient. Les deux artisans consentirent à le suivre pour faire un travail pressé dont le prix convenu était de 500 réaux (125 francs); ils montèrent dans la voiture qui, après de longs détours dans les rues de Madrid, entra sous une voûte, et s'arrêta dans une petite cour fermée de tous côtés par des grilles de fer. On les conduisit par une petite porte, et on les fit descendre dans un souterrain où ils trouvèrent des pioches, du plâtre tout gâché, une truelle et tous les ustensiles de leur état.

Les deux ouvriers n'étaient pas fort rassurés: ils s'attendaient peut-être à ce qu'on les contraignît d'enterrer quelque personne vivante et de réaliser la vieille histoire devenue le sujet du *Maçon* de l'Opéra-Comique; mais la personne qui les employait leur déclara qu'il ne s'agissait nullement de commettre un crime, mais seulement de créer dans une muraille fort épaisse deux niches pour enfermer deux coffres d'une dimension fort ordinaire. Ils firent en effet l'excavation qu'on leur commandait, y scellèrent deux coffres dont le poids annonçait qu'ils étaient remplis de métaux précieux. Le possesseur de ce trésor voulait prendre ses précautions contre les éventualités de pillage et de l'invasion de plus en plus menaçante du papier-monnaie.

Leur travail terminé, ils ont été ramenés chez eux, et pour les récompenser de leur zèle, au lieu de 125 francs, on leur a donné deux quadruples d'or de bon aloi, représentant plus de 160 fr.

— M. Ferdinand de Lesseps, arrivé depuis deux jours à Madrid, a eu déjà une conférence avec le président du conseil et avec le duc de Sotomayor, ministre des affaires étrangères; il a fait part avec une entière franchise au gouvernement espagnol du désir sincère du gouvernement de la République française de continuer à entretenir avec l'Espagne les relations les plus amicales. Le gouvernement espagnol a fait à M. Lesseps une réponse contenant des protestations dans le même sens.

— En conséquence des événements de la nuit du 15, les personnes dont les noms suivent ont été incarcérées dans la prison de Séville: D. José Garcia Seron, colonel d'infanterie en retraite et ancien trésorier de la province; D. Antonio Lamonedá, ancien magistrat; D. Edouardo Feld, avocat; D. Felipe Gutierrez, commandant en disponibilité; D. José Crecet, négociant; D. Juan José Rodriguez, huissier audientier de la province; D. José Sanjurjo; D. Francisco Lemos, maître tailleur; D. Antonio Quijano, restaurateur; et D. Julian Gellon, professeur des sciences naturelles. Ce dernier est seul au secret; les autres sont visités par toutes sortes de personnes et quelles que soient leurs opinions.

(*Heraldo.*)

HONGRIE. PEST, 20 mai. — Avant-hier soir, le ministère a appris, par un courrier que lui avait expédié le ministre hongrois à Vienne, que l'empereur avait quitté sa capitale. Sur-le-champ les ministres se sont rendus auprès de l'archiduc vice-roi, et il a été décidé, séance tenante, que le prince Paul Esterhazy se rendrait auprès de l'empereur et resterait auprès de lui. En même temps, le ministère a rédigé et envoyé une adresse à S. M. Enfin, le ministère a convoqué une diète extraordinaire pour le 2 juillet et ordonné la mobilisation de 200,000 gardes nationaux pour protéger le trône, la patrie et la liberté. En attendant qu'il arrive des nouvelles ultérieures du séjour et des résolutions de S. M. l'archiduc a été investi de toutes les prérogatives de la royauté. (*Indicateur politique prussien.*)

AUTRICHE. VIENNE, 22 mai. — Les murs de Vienne sont couverts d'affiches qui demandent le retour de l'empereur. La

Gazette officielle annonce que, pour le moment, vu les circonstances, la banque n'échangera que les billets de 25 florins; pour faciliter l'échange, on émettra des billets de 1 et de 2 florins. Cette publication a été faite le 21 mai. (*Mercure de Souabe.*)

— L'ordre s'affermir. Il est hors de doute que des émissaires polonais ont joué ici, le 15 mai, le même rôle qu'à Paris. (*Idem.*)

— *Manifeste de l'Empereur à ses peuples.* Les événements de Vienne du 15 mai me donnent la triste conviction qu'une faction anarchique, s'appuyant sur la légion académique, égarée en grande partie par des étrangers, et sur certaines fractions de bourgeois et de gardes nationaux qui ont oublié leur sentiment de fidélité, voulaient m'enlever la liberté d'agir, pour dominer ainsi les provinces, que ces prétentions isolées ont certainement irritées, ainsi que les habitants loyaux de ma résidence. Il ne m'est resté que le choix de sortir de cette crise avec la fidèle garnison, en employant au besoin la force, ou bien de me retirer pour le moment silencieusement dans une de mes provinces, qui heureusement me sont toutes restées fidèles. Le choix ne pouvait être douteux. Je me décidai pour l'alternative pacifique, et je pris la route du pays de montagnes, fidèle en tous temps, et où, en même temps, je me rapprochais des nouvelles de l'armée qui combat si vaillamment pour la patrie. Loin de moi la pensée de vouloir reprendre les drapeaux que j'ai faits à mon peuple dans les jours de mars et leur suite naturelle, ou de les diminuer. Au contraire, je serai toujours disposé à écouter les désirs raisonnables de mes peuples, manifestés par les voies légales, et à tenir compte des intérêts nationaux et provinciaux. Mais il faudra qu'ils aient un caractère général, qu'ils soient exprimés d'une manière légale, délibérés par la diète et soumis à ma sanction, et non pas extorqués à main armée par quelques individus sans mandat. Voilà ce que j'ai voulu dire à mes peuples, que mon départ de Vienne a vivement inquiétés, pour les calmer et leur rappeler en même temps comment, dans ma sollicitude paternelle, j'ai toujours été prêt à reprendre même ceux de mes enfants que je croyais égarés, lorsqu'ils revenaient à moi.

FERDINAND.

Insruck, 20 mai 1848.

(*Gazette d'Augsbourg.*)

ANGLETERRE. LONDRES. — Tous les ministres sont convoqués pour un conseil de cabinet aujourd'hui, au ministère des affaires étrangères, à trois heures et demie.

— On écrit de Dublin, vendredi soir :

Le jury, dans l'affaire de Mitchell, ne paraît pas devoir convenir d'un verdict. Le jury est resté enfermé une heure et demie. La plus vive anxiété règne partout; mais tout est tranquille.

(*Sun.*)

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

CORRÈZE. — Les foires de Tulle se présentent bien. Les négociants de Limoges, qui les tiennent d'ordinaire, sont déjà fort satisfaits de leurs ventes, et tout semble annoncer que le commerce reprend son activité. Déjà à Brive on avait signalé ces heureux symptômes par les ventes en gros et en détail, et par une plus grande exactitude dans les paiements. Il se fait sur place peu de protêts commerciaux. Le numéraire, quoique fort rare, circule suffisamment pour alimenter les affaires, et, somme toute, la crise, qui tire à sa fin, a été beaucoup moins grave et longue qu'on ne devait s'y attendre.

(*Echo de la Corrèze.*)

— On lit dans le *Courrier de Lyon* :

« On nous communique la note suivante que le public jugera comme nous d'une extrême gravité :

« Les ouvriers des ateliers nationaux de Miribel ont, à l'exemple des Voraces de Lyon, séquestré trois magistrats : MM. le procureur de la République, le juge d'instruction et le greffier de Trévoux. Voici à quel propos :

« Sur l'avis du parquet de Lyon, ces fonctionnaires s'étaient transportés à Miribel à l'effet de procéder à une perquisition dans diverses maisons signalées comme servant de dépôt de munitions de guerre.

« Cinq cents hommes environ de la localité ou d'ailleurs se sont opposés à l'action de la justice; ils se sont emparés des trois magistrats et les ont séquestrés dans un corps de garde. Informé de ces faits déplorables, M. Loyson, premier avocat général, est parti ce matin à quatre heures avec un piquet de cavalerie et un détachement d'infanterie. Nous espérons que sa présence aura ramené l'ordre. »

— Ce matin, à la suite de l'exercice fait dans la prairie du lac, aux Brotteaux, par une des deux légions de la ville de la Guillotière, la protestation suivante a été en un instant couverte de signatures. Pas un des gardes nationaux qui en ont eu connaissance n'a refusé son adhésion, et, par les soins de MM. les officiers, elle doit être présentée aux hommes qui ne se trouvaient

pas présents. Ainsi l'opinion de la garde nationale entière pourra se manifester et préserver la ville de la Guillotière d'une honteuse souillure.

« Nous soussignés, citoyens, gardes nationaux de la ville de la Guillotière, protestons avec énergie contre la désignation des noms de Robespierre, de Marat et d'autres terroristes, pour remplacer des noms précédemment donnés à des voies publiques.

« Regardons comme nul cet acte de démence, auquel nous nous opposerions par tous les moyens, même par la force, si l'on tentait d'y donner suite.

« Et déclarons indignes d'être désormais admis à la mairie les treize citoyens qui se sont rendus coupables de cette odieuse désignation.

« La Guillotière, 28 mai 1848. »

— On assure qu'il existe à Lyon et dans les faubourgs environ trois mille condamnés libérés ou en rupture de ban. Étonnez-vous après cela des désordres dont nous sommes sans cesse les témoins? On dit qu'enfin la police vient de recevoir l'ordre de les faire déguerpir.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 30 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART.

A une heure le procès-verbal est lu et adopté.

M. le président annonce que la commission à qui l'aménagement du général Cavaignac a été renvoyé à la séance d'hier, est réunie en ce moment, avec les membres du gouvernement pour s'entendre sur la rédaction. En conséquence il appelle la lecture de plusieurs propositions faites jusqu'à ce qu'on puisse reprendre l'ordre du jour.

Ces diverses propositions sont lues par leurs auteurs. Ces propositions sont :

Un projet de décret autorisant la reprise des travaux du génie militaire autour de la ville de Langres;

Un projet de décret fixant les attributions du comité exécutif. — Non appuyé.

Un autre projet retirant au gouverneur de l'Algérie la faculté d'expulser les indigènes de notre colonie d'Afrique.

Un projet sur la suppression des majorats.

Un autre projet sur les primes d'encouragement à accorder aux associations des maîtres et des ouvriers.

M. Feronillat présente un projet de décret relatif à l'organisation des conseils de Préd'hommes dans les villes manufacturières; ce projet sera développée demain.

M. Dahirel annonce qu'il désire interpellier le ministre de la marine, sur un décret relatif à la composition du conseil de l'amirauté.

M. le Ministre de la marine dit qu'il sera prêt à répondre demain.

L'ordre du jour est la discussion du projet de décret sur les ateliers nationaux.

M. Paul Seveste signale les exigences des ouvriers des diverses industries, qui refusent aujourd'hui de travailler dans leurs ateliers, à raison de 3, 4 et 5 fr. par jour, et qui préfèrent travailler dans les ateliers nationaux, à raison de 1 et de 2 fr. par jour.

Il donne lecture de plusieurs documents à l'appui de ses assertions : il se plaint des intimidations morales exercées par certains meneurs sur les bons ouvriers; cet état de choses ne peut durer, car il ruinerait le pays. Il faut que les bons ouvriers sachent que le Gouvernement est disposé à les protéger d'une manière efficace contre ceux qui voudraient les empêcher de rentrer dans leurs ateliers.

L'orateur termine en votant en faveur du projet.

M. Joigneau trouve que l'Assemblée parle trop et n'agit pas assez. Le peuple a faim, dit-il, il lui faut du pain et non des discours. (Pourquoi, alors, êtes-vous à la tribune?)

La création des ateliers nationaux fut une heureuse pensée (murmures); le mal est venu de ce que l'on n'a pas proportionné le travail aux travailleurs. Il en est résulté de détestable besogne.

En consultant la spécialité des travailleurs, on eût pu donner une direction utile à ces travaux. Il y a beaucoup d'ouvriers en bâtiment; pourquoi ne les occuperait-on pas à l'achèvement de nos monuments? Ne pourrait-on pas aussi faire travailler les propriétaires, qui, faisant bâtir, emploieraient un grand nombre de travailleurs.

L'orateur, en concluant, combat la mesure prescrite au projet et en vertu de laquelle on chasserait les ouvriers qui n'étaient pas domiciliés à Paris il y a trois mois. C'est là une mesure du genre de celles qu'on prend dans les villes assiégées quand on chasse les bouches inutiles.

(Murmures.)

Un membre, lit un discours de M. Benoit, du Rhône, retenu chez lui par une indisposition.

M. Michot soutient que l'on calomnie les ouvriers en les attaquant; ils ne refusent pas de l'ouvrage; au contraire, c'est l'ouvrage qui leur manque.

M. Grandin se plaint de ce que le pouvoir n'ose pas agir ouvertement; il est dans la position de don Juan entre ses deux maîtresses. Cependant le temps des demi-mesures est passé. (Oui! oui!) On a tellement exaspéré les ouvriers contre les patrons, que ceux-ci sont devenus maintenant de véritables îlots. C'est au Gouvernement à prendre des mesures pour que la confiance renaisse et que le calme se rétablisse. (Très-bien!)

M. Trélat, ministre des travaux publics, dit qu'il a eu occasion de se trouver avec des ouvriers; il a vu des hommes qui étaient animés des meilleures intentions, mais il a vu aussi des hommes qui ne sont pas de

véritables ouvriers, et qui sont des malfaiteurs; ce sont ceux-là qui entraînent les autres; mais la majeure partie des ouvriers ne demande qu'à travailler, et qui reviendront à leurs travaux dès qu'ils seront rendus à la liberté. Il faut que chacun reprenne son instrument de travail pour que l'on puisse substituer la fertilité à la stérilité. (Très-bien.)

M. Wołowski pense qu'il n'y aurait aucun inconvénient à maintenir les ateliers nationaux tels qu'ils sont, pourvu qu'ils fassent un travail réellement productif.

Un membre, comme chef d'in lustrie, proteste chaleureusement contre les dissidences qu'on crut entretenir entre les maîtres et les ouvriers. « Nous sommes frères d'armes dans la grande armée de l'industrie, s'écrie-t-il, nous souffrons de ce qui les atteint, nous profitons de ce qui leur arrive d'heureux. Arrière donc toute déliance. Nous n'avons qu'une devise : Solidarité entre tous les intérêts du maître et tous les intérêts de l'ouvrier. » (On applaudit.)

M. GRANDIN. Il est très-vrai, et je me plais à le reconnaître, que les ministres se sont montrés pleins des meilleures intentions, quand je les ai entretenus des souffrances de nos populations, j'en suis très-reconnaissant. Mais cette reconnaissance ne m'a pas fait abdiquer mon droit de présenter ici des observations que je crois justes. Eh bien! je crois juste de reprocher à l'administration sa faiblesse dans cette déplorable affaire des ateliers nationaux. (Très-bien.)

L'Assemblée passe à la discussion des articles.

L'Assemblée nationale.

Considérant que le travail des ateliers nationaux du département de la Seine est devenu improductif; que son maintien dans les conditions actuelles serait en contradiction avec une bonne administration de la fortune publique, avec le retour de l'ordre et la reprise des opérations industrielles et commerciales; qu'il constituerait une aumône déguisée, et que le plus grand nombre des travailleurs inscrits aux ateliers nationaux réclament eux-mêmes le moyen de gagner plus librement leur existence et refusent de prélever plus longtemps sur la fortune publique des deniers qui n'appartiennent qu'aux orphelins, aux infirmes et aux vieillards,

Décète :

L'Assemblée adopte les considérants en supprimant les mots du département de la Seine, afin que le décret soit applicable à toute la France.

Art. 1^{er}. Le travail à la tâche sera substitué, sous le plus bref délai possible, dans les ateliers nationaux, au travail à la journée. Il sera livré directement, aux prix des devis, sans rabais et sans intermédiaire d'entrepreneurs, soit à des ouvriers associés, soit à des ouvriers isolés, suivant la nature des travaux. — Adopté.

Art. 2. Des crédits spéciaux seront ouverts aux ministères des travaux publics, du commerce et de l'intérieur, pour biter, par voie d'avances et de primes, la reprise des travaux départementaux, communaux ou d'industrie privée. (Adopté.)

Art. 3. Les ouvriers séjournant, depuis moins de trois mois dans le département de la Seine, et qui n'y justifieront pas de leurs moyens d'existence, recevront pour eux et leurs familles une feuille de route, avec indemnité de déplacement, dont partie sera payée pendant le trajet, et partie au lieu de leur destination. (Adopté.)

Art. 4. Le présent décret sera applicable dans les villes ou communes des départements sur la demande des conseils municipaux. (Adopté.)

Plusieurs articles additionnels proposés sont successivement rejetés. Un amendement proposé par M. Leyraud est plus heureux. Voici cette disposition adoptée par l'Assemblée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux ouvriers qui viennent à Paris aux mêmes époques, et qui n'ont pas une résidence de plusieurs mois, chaque année.

L'ordre du jour est la discussion du décret sur les relations du pouvoir exécutif avec l'Assemblée.

M. Peirée, rapporteur de la commission, rappelle que par suite du renvoi qui lui a été fait hier de divers amendements, la commission s'est entendue avec le pouvoir exécutif; elle propose une nouvelle disposition ainsi conçue :

Les dispositions militaires extérieures à prendre pour la sûreté de l'Assemblée nationale sont du ressort de la Commission exécutive, sans préjudice pour les cas extraordinaires et d'urgence, du droit de réquisition directe conféré au président par les articles 85 et 84 du règlement.

M. Labordère, membre de la minorité de la commission, propose par amendement de dire : « Sans préjudice du droit supérieur conféré au Président, et dont il usera toutes les fois qu'il jugera convenable. »

M. Billault, membre de la commission, dit que ce sera le Président qui devra être juge des cas d'urgence, mais qu'il est inutile de le mettre dans la loi.

De toutes parts on crie aux voix! aux voix! la clôture.

La clôture est rejetée.

M. Dufaure. Je prendrai la question ou le préopinant l'a laissée. Membre du comité de règlement, je m'en suis occupé avec mes collègues, puisqu'il s'agit de rapporter une partie du décret que vous avez voté sur nos conclusions. Vous êtes en face de deux amendements : l'un qui établit que le président de l'Assemblée restera juge des circonstances où les réquisitions pour la sûreté de l'Assemblée devront être faites; l'autre qui établit que ces réquisitions ne pourront être faites que dans des cas d'urgence, et sous entend que le président restera seul juge de leur appréciation.

M. Dufaure fait ressortir la nécessité d'insérer dans le décret l'attribution de cette appréciation au président seul. Comment les officiers, à qui il adressera les ordres, obéiraient-ils, s'ils pouvaient hésiter sur leur opportunité.

L'Assemblée crie : Aux voix! La clôture!

M. LAMARTINE. Le malheur qui a affligé l'Assemblée n'est le fait de personne; les ordres avaient été donnés avec la plus grande sollicitude et la plus grande précision (dénégations); le malheur est venu de l'exécution de ces ordres. Quand le voile de l'instruction qui se poursuit en ce moment sera levé, on verra peut-être plus d'incertitudes et d'hé-

sitations que de crimes. (Violente rumeur.) Je parle de l'exécution des ordres et non du complot. (A la bonne heure !)

Maintenant, si nous avons présenté ce décret, c'est pour être à même de prendre les mesures nécessaires à la sûreté de l'Assemblée, mais ce n'est pas une simple question d'amour-propre.

On nous demande si nous repoussons l'amendement; on ne nous a jamais fait cette question; mais nous ne nous opposons nullement à ce qu'il soit dit dans ce décret que le président restera juge de l'urgence. (Très-bien!)

L'article ainsi amendé est mis aux voix et adopté.

M. Rolland donne lecture d'un projet de décret sur l'incompatibilité des fonctions salariées avec celle de représentant.

M. Francisque Bouvet développe sa proposition tendant à libérer du service militaire les jeunes soldats mariés.

M. CAVAIGNAC, ministre de la guerre. Le Gouvernement ne s'oppose pas à la proposition qui vous est faite. Il est bien convenu que ces jeunes soldats seront laissés dans leurs foyers à moins que les circonstances ne soient telles qu'on soit forcé de les rappeler.

Un membre fait remarquer qu'il y a un décret qui rappelle ces soldats, il faudrait également un décret qui les autorisât à demeurer dans leurs familles.

M. Cavaignac, ministre de la guerre, demande que l'Assemblée s'en rapporte aux engagements pris par le Gouvernement.

Après une discussion sans intérêt, la proposition de M. Francisque Bouvet n'est pas adoptée.

La séance est levée à six heures.

Ordre du jour de demain :

A une heure séance publique.

Interpellations au sujet des affaires de Naples. Sur le conseil de l'amirauté. Développement de plusieurs propositions.

NOUVELLES DIVERSES.

Depuis quelques jours seulement, les tambours de la garde nationale sédentaire sont armés d'une paire de pistolets non ostensible, et cette mesure, prise par ordre de l'état-major, sera facilement comprise.

En effet les tambours, lorsqu'ils étaient appelés à battre le rappel, avaient eu maintes fois leurs caisses crevées par les fauteurs de troubles, quand eux-mêmes n'avaient pas été maltraités et désarmés. Leurs pistolets serviront donc à tenir en respect ceux qui seraient tentés de les attaquer à l'improviste et de les mettre dans l'impuissance de rassembler les gardes nationaux convoqués pour un service public.

Une visite domiciliaire a été faite cette après-midi au château de Noailles.

On a arrêté, à l'Assemblée nationale, un homme qu'on a trouvé caché et armé dans l'une des tribunes publiques.

Le commandant Bacle, qui a été un instant colonel de la garde mobile à cheval, a été également arrêté.

La pétition des ateliers nationaux n'était signée, dit-on, que de 8 à 10,000 travailleurs sur les 110 à 115,000 qui sont embrigadés. Il paraît qu'un grand nombre a refusé de la signer.

Le nommé Gardon, qui avait eu l'infamie de passer une corde autour du cou de M. Tabouret et de l'accabler d'avaries et de propos outrageants, pendant qu'on l'entraînait à la Croix-Rousse, vient d'être arrêté par les soins de l'agent Baboulat.

La Cour d'appel, qui a confié le soin des poursuites de cette affaire à MM. Jossierand, président de chambre, et Durieux, conseiller, statuera bientôt sur le sort des inculpés.

Samedi dernier, la police de Dijon a arrêté le jardinier de l'évêché, comme prévenu de l'assassinat de l'abbé Belin, économiste du grand séminaire.

Un placard rouge, affiché ce matin dans Paris, porte l'invitation aux femmes sincèrement dévouées aux principes républicains, à se réunir mardi matin, à dix heures, place Vendôme, pour aller porter à M. Crémieux l'expression de leur reconnaissance au sujet de l'initiative qu'il a prise relativement au divorce.

On lit dans le *Constitutionnel* :

« On raconte qu'hier, dans la journée, une députation de travailleurs nationaux s'est présentée à l'état-major de la garde nationale pour réclamer la mise en liberté de M. Emile Thomas. Ces délégués ont été reçus par M. Clément Thomas, général de la garde nationale, qui, comme on sait, n'est point parent de l'ex-directeur des ateliers nationaux. M. Clément Thomas, après avoir rectifié ce qu'il y avait d'exagération et d'erreur dans les faits, a répondu avec la plus grande fermeté que le pouvoir exécutif ne devait compte qu'à l'Assemblée nationale des mesures qu'il adoptait, et que les actes de l'autorité ne pouvaient être infirmés par la volonté de personne. Il ajouta que tous les bons citoyens s'associeraient pour maintenir l'ordre et pour faire respecter les actes du Gouvernement. Ces paroles énergiques parurent faire la plus heureuse impression sur les délégués. »

A la suite d'un conseil qui a été tenu au Luxembourg, un

courrier extraordinaire, porteur de nouvelles instructions, a été expédié à l'amiral Baudin.

On lit dans un journal :

« Le docteur Lacambre, ami intime de Blanqui et son vice-président, qui, depuis l'affaire du 15, était parvenu à se soustraire aux investigations de la police, a été arrêté hier soir. »

— C'est Flotte (le cuisinier) qui était le second convive de Blanqui dans la rue Montholon. Il est caché; on est, dit-on, sur ses traces.

— Hier, toute la matinée, des employés supérieurs des ministères des travaux publics et des finances sont restés enfermés dans les bureaux des ateliers nationaux, pour s'emparer des pièces de la comptabilité, qui offrent, dit-on, les preuves de désordres incalculables.

— Dans une note particulière, et dont l'auteur a voulu garder l'anonyme, nous trouvons les lignes suivantes :

« Les journaux, fidèles au culte de l'ex-dynastie, traitent d'in-vraisemblables les bruits qui courent depuis quelque temps sur la présence du prince de Joinville à Paris. Dans quelques jours, j'aurai recueilli des documents qui prouveront que le cher prince était à Paris le 15 mai; qu'il reçut dans la matinée plusieurs de ses agents et leur donna ses ordres; il resta jusqu'au lendemain dans un petit hôtel près du Palais-National, d'où il sortit à neuf heures du soir, laissant un passe-port « au nom de Jacques Maison, voyageur de commerce. Je vous prie de publier ces notes, persuadé que la police de la République se mettra à la poursuite des prétendants aînés et cadets. »

L'auteur de la note ajoute que c'est le prince lui-même qui a porté à Paris les lettres de Claremont, et qui ont été lues à l'Assemblée nationale. (Réforme.)

Le citoyen Caussidière nous prie d'insérer la lettre suivante :

Paris, 30 mai 1848.

« Citoyen rédacteur,

« Une note qui emprunte de son insertion au *Moniteur* un caractère semi-officiel, a été publiée par plusieurs journaux, en réponse à la circulaire que j'adressai aux électeurs de la Seine. On y a rattaché des commentaires et des insinuations de tous genres.

« Fort de ma conscience, je viens répéter que je donnerai, dans ma brochure qui va paraître, toutes les explications désirables. J'ai la conviction qu'elles satisferront l'opinion publique.

« Je dois me borner aujourd'hui à rectifier deux faits qui sembleraient résulter de la note semi-officielle et de l'article d'un journal.

« Je n'ai pas reçu le 14 l'ordre de me rendre dans le sein de la Commission exécutive. Si j'avais reçu cet ordre, étant dans l'impossibilité de m'y rendre, j'y aurais envoyé le secrétaire général.

« Le 15, à midi seulement, je fus mandé par la commission, à qui je fis connaître l'accident qui me retenait au lit, et déjà, prenant l'initiative, j'avais averti de l'état des choses la commission elle-même, le président de l'Assemblée nationale et le général Courtais, par trois dépêches simulées, répondant ainsi à la lettre que j'avais reçue le 14 au soir, de M. Buzet, lettre qui se termine par cette phrase : « Agissez habilement et vigoureusement, comme vous l'avez fait hier (15), mais » que, comme hier, nul attroupement n'arrive à la vue du palais. »

« On sait le reste.

« Le préfet de police ne dispose pas de la force armée.

« Salut et fraternité,

« CAUSSIDIÈRE. »

La liberté de la presse.

Il est impossible de se faire une idée des entraves et des difficultés qui se renouvellent fréquemment à la Chambre relativement au service à établir pour le compte-rendu des séances.

On pourrait croire qu'il suffit d'exhiber la carte donnée à tel ou tel journal, pour que le sténographe ou le journaliste chargé de reproduire la séance pût entrer. — Pas du tout.

Hier, la personne chargée ordinairement de ce travail, se trouvant dans l'impossibilité de se rendre à l'Assemblée, chargea un confrère de s'y présenter à sa place. L'entrée lui fut interdite par la seule raison que les cartes, disait-on, étaient personnelles, bien qu'elles ne portassent aucun nom.

Malgré les plus vives instances pour repousser un refus aussi inique, notre sténographe fut obligé de se retirer.

Aujourd'hui, c'est autre chose : on empêche nos porteurs d'arriver parce que, dit-on, on a changé les couleurs de leurs cartes. Celles d'hier étaient jaunes, celles d'aujourd'hui sont rouges; de sorte que nous pouvions être dans l'impossibilité de donner la séance d'aujourd'hui.

C'est ainsi que MM. les questeurs de l'Assemblée nationale entendent faciliter la liberté de la presse et la publicité des débats. Nous protestons contre ces mesures qui frappent surtout de préférence les petits journaux dans l'unique but de faire du despotisme et de la démagogie.

Les Camarades.

M. CHEVREUL.

Professeur au Muséum,	6,000 fr.
Le logement.	1,500
Professeur de chimie appliquée à la teinture, aux Gobelins.	6,000
Le logement.	1,500
Examinateur à l'école polytechnique,	6,000
Membre de l'Institut.	1,800
Rédacteur du <i>Journal des Savants</i> ,	1,500
	24,000 fr.

Candidature de M. Foissac à l'Assemblée nationale.

Citoyens,

Depuis cinquante ans tous les gouvernements sont tombés et n'ont pu préserver le pays de funestes catastrophes. Un seul pouvoir est resté debout : le Peuple. Nous le proclamons avec conviction : aujourd'hui, la République seule est possible; au-delà nous ne voyons que déchirements et guerre civile. Anarchique et sanglante, nous la repousserions avec horreur; honnête, pacifique et pure, nous la défendrons tous avec énergie.

La France réclame une liberté large et vraie, l'égalité sérieusement comprise et sans autre privilège que celui du mérite et des services rendus. Elle demande que la Fraternité, fille du christianisme, ne soit pas un vain mot. Le peuple, c'est nous. Point de catégories, point de domination oligarchique ou démagogique : « Il n'y a aucune différence, dit M. de Lamartine, entre la main qui trace les sillons et celle qui écrit des poèmes. »

Un gouvernement qui tombe laisse après lui un fort ébranlement et des difficultés sérieuses. On le surmontera en rétablissant l'ordre, plus capable que les baïonnettes de consolider la liberté, en rassurant la propriété et les saintes affections de famille contre les utopies dangereuses, en améliorant le sort des travailleurs, en réduisant courageusement les charges publiques, en maintenant les engagements de l'Etat contre la spoliation et la banqueroute.

La société doit à tous protection et secours. Qu'il n'y ait à l'avenir aucun enfant privé d'éducation; aucun bras valide, de travail et de salaire; aucun vieillard, aucun infirme, d'un asile contre la misère ou la maladie; aucun homme lésé dans ses droits, de la protection désintéressée de la justice.

Il faut à la France l'indépendance et la dignité; que, renfermée dans sa force et sa modération, elle n'impose à l'Europe d'autre propagande que celle des idées. C'est en la constituant grande, prospère, civilisatrice, qu'on portera les autres peuples à marcher sur ses traces.

Héroïque population de Paris, le monde entier connaît ton courage dans les périls, ta hardiesse dans l'action, ta magnanimité après la victoire. Il faut lui prouver encore que tu sais apporter la force de ta volonté et l'œuvre de ton génie à la reconstitution d'un pouvoir en ruines. La peur de l'émeute et de l'anarchie a chassé des milliers d'étrangers qu'attiraient au milieu de nous les prodiges des arts et les charmes d'une société d'élite. Le commerce, la propriété, l'industrie, tout souffre. Hâtons-nous de rendre la sécurité à tous, de faire renaitre la confiance, de ranimer le crédit; sans le retour au travail, et à un travail productif, la misère et la banqueroute sont à nos portes.

Citoyens, ancien président du comité de l'opposition du 1^{er} arrondissement, l'un des secrétaires du comité central des électeurs de la Seine, j'ai toujours soutenu les principes d'ordre, de moralité, de progrès, de justice, de liberté; je les défendrai avec fermeté, si j'étais appelé à l'honneur de vous représenter à l'Assemblée nationale, sur qui reposent les destinées de la Patrie.

FOISSAC.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly. Prix : 25 cent.

Henri GIRALDON, éliteur, rue de Seine 16.

Bourse de Paris du 30 Mai.

FONDS FRANÇAIS.

3 0/0.....	48 50	5 0/0.....	69 75
4	»	Banque de France.....	1305 »
4 1/2.....	59 »	Oblig. de la ville de Paris..	» »

CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	»	Compiègne à Hazebrouck...	» »
Obligations anc.....	»	Avignon à Marseille.....	225 »
— nouv.....	»	Strasbourg à Bâle.....	87 50
Versailles (rive droite).....	420 »	Obligations.....	» »
Obligations anc.....	»	Mulhouse à Thann.....	» »
— nouv.....	»	Bordeaux à La Teste.....	» »
Versailles (rive gauche).....	400 »	Montpellier à Cette.....	» »
Paris à Orléans.....	565 »	Cette à Bordeaux.....	» »
Obligations.....	»	Paris à Sceaux.....	» »
Orléans à Bordeaux.....	598 75	Montereau à Troyes.....	» »
à Vierzon.....	261 25	Amiens à Boulogne.....	» »
Paris à Rouen.....	405 »	Dieppe à Fécamp.....	» »
Obligations.....	»	Paris à Lyon.....	310 »
Rouen au Havre.....	207 50	Tours à Nantes.....	337 50
Obligations.....	»	Paris à Strasbourg.....	335 »
Nord.....	335 »	Andrézieux à Roanne.....	» »

CANAUX.

Quatre Canaux.....	»	Canal de Bourgogne.....	» »
Jouissance.....	»	Jouissance.....	» »
Trois Canaux.....	»	Canal de la Sambre.....	» »

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.